

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
Cité administrative- Bât C- 2ème étage  
Boulevard Georges Sand  
36 000 Châteauroux

CHÂTEAURoux, le 25/10/2022

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 04/10/2022

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **Sarl Etablissements MOREAU**

ZI de la Petite Prairie  
BP14  
37140 BOURGUEIL

Références : VI 04/10/2022 UD236 (TD)  
Code AIOT : 0010013092

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/10/2022 dans l'établissement Sarl Etablissements MOREAU implanté Pièce des Bournais et Les Malgammes 36300 POULIGNY ST PIERRE. L'inspection a été annoncée le 30/09/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

La carrière Moreau a ouvert à la commercialisation des matériaux du site en mai 2022. L'inspection des installations classées a donc procédé à la première visite du site dans le cadre de cette ouverture.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- Sarl Etablissements MOREAU
- Pièce des Bournais et Les Malgammes 36300 POULIGNY ST PIERRE
- Code AIOT : 0010013092
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- Icd : Non

La carrière de calcaire Moreau se situe sur le territoire de la commune de Pouligny-st-Pierre et a une surface totale de 17ha08a64ca pour une surface extractable de 8ha50a. Le rythme maximal annuel d'extraction prévu est de 120 000 tonnes avec un rythme moyen annuel de 80 000 tonnes. L'extraction est effectuée à sec au moyen d'une pelle hydraulique sur une épaisseur moyenne de 13m maximum. L'exploitation de cette carrière est autorisée par l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2019, pour une durée de 30 ans.

### **Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- prescriptions réglementaires des articles 2.2.1, 2.2.2 et 2.3.7 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juillet 2019
- prescriptions réglementaires de l'article 4.3.8 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juillet 2019
- prescriptions réglementaires de l'article 5.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juillet 2019
- prescriptions réglementaires des articles 7.4.5 et 7.5.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juillet 2019
- prescriptions réglementaires de l'article 8.1.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juillet 2019
- prescriptions réglementaires des articles 9.2.3.1, 9.2.3.2 et 9.2.5.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juillet 2019
- prescriptions réglementaires des articles 10.1 et 10.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juillet 2019

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire                       | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|-------------------|---|--|-------------------|
| 5  | Déchets           | Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 5.1 | /  | Sans objet        |

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle                                      | Référence réglementaire                           | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|---|--|-------------------|
| 1  | Aménagements préliminaires                             | Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 2.2.1   | /  | Sans objet        |
| 2  | Aménagements préliminaires                             | Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 2.2.2   | /  | Sans objet        |
| 3  | Conduite de l'extraction                               | Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 2.3.7   | /  | Sans objet        |
| 4  | Eaux pluviales   | Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 4.3.8   | /  | Sans objet        |
| 6  | Prévention des pollutions accidentelles                | Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 7.4.5   | /  | Sans objet        |
| 7  | Prévention des pollutions accidentelles                | Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 7.5.3   | /  | Sans objet        |
| 8  | Poussières   | Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 8.1.3   | /  | Sans objet        |
| 9  | Modalités d'exercice et contenu de l'auto surveillance | Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 9.2.3.1 | /  | Sans objet        |

|    |  |   |   |            |
|----|--|---|---|------------|
| 10 | Modalités d'exercice et contenu de l'auto surveillance | Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 9.2.3.2 | / | Sans objet |
| 11 | Modalités d'exercice et contenu de l'auto surveillance | Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 9.2.5.1 | / | Sans objet |
| 12 | Mesures d'évitement                                    | Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 10.1    | / | Sans objet |
| 13 | Mesures de compensation                                | Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 10.2    | / | Sans objet |

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La carrière Moreau a commencé à commercialiser les matériels du site en mai 2022. Lors de cette première visite d'inspection en date du 4 octobre 2022, l'IIC a relevé une non conformité concernant le plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière (PGDE). L'exploitant doit transmettre à l'IIC son PGDE à jour comme énoncé dans l'article 16bis de l'arrêté modifié du 22 septembre 1994 relatif aux exploitations de carrières.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : Aménagements préliminaires

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 2.2.1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Information des tiers  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Avant le début de l'exploitation, l'exploitant est tenu de mettre en place sur chacune des voies d'accès au chantier, des panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté.          |
| <b>Constats :</b> Pas d'écart constaté   |
| <b>Observations :</b> Lors de la visite du 04 octobre 2022, l'Inspection des installations classées a constaté la mise en place sur les voies d'accès au chantier, de panneaux indiquant, en caractères apparents, son identité, la référence de l'autorisation préfectorale, l'objet des travaux et l'adresse de la mairie où le plan de remise en état du site peut être consulté. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

## N° 2 : Aménagements préliminaires

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 2.2.2  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Aménagements préliminaires – Bornage  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Préalablement à la mise en exploitation, l'exploitant est tenu de placer : des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation, le cas échéant, des bornes de nivellement. Ces bornes devront toujours être dégagées et demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site. |
| <b>Constats :</b> Pas d'écart constaté  |
| <b>Observations :</b> L'exploitant dispose d'un plan de bornage en date du 25 février 2022 fait par le bureau d'étude AXYLIS. Le point de référence est disposé à l'entrée du site pour une altimétrie de 111.25m NGF. Un exemplaire de ce plan de bornage est transmis à l'IIC ce jour.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

## N° 3 : Conduite de l'extraction

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 2.3.7  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Contrôles par des organismes extérieurs   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'entreprise doit disposer sur le site de la carrière, d'une bascule et d'une comptabilité précise des quantités extraites et vendues. Des organismes agréés doivent procéder à des contrôles réguliers portant notamment sur :<br>- les appareils de pesage, - les installations électriques. Les rapports de contrôle sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées, sur le site. |
| <b>Constats :</b> Pas d'écart constaté  |
| <b>Observations :</b> L'entreprise dispose d'une bascule et d'une comptabilité précise des quantités extraites et vendues. L'organisme "ADEMI Pesage" a vérifié l'équipement de pesé qui a une limite de validité jusqu'en avril 2023.  |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

## N° 4 : Eaux pluviales

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 4.3.8  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Eaux pluviales  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>les eaux pluviales non polluées peuvent être infiltrées dans le sol. Les eaux pluviales entrant en contact avec la zone d'alimentation en carburant et d'entretien des véhicules sont considérées comme des eaux pluviales polluées. L'aire étanche est reliée à un séparateur d'hydrocarbures et 2 bassins de rétention étanches d'une capacité totale de 700m <sup>3</sup> sont en place. En l'absence de pollution préalablement caractérisée, elles pourront être évacuées vers le milieu récepteur dans les limites autorisées par le présent arrêté. Un fossé est en place le long du talus aval de la RD 975 qui permet de dévier les eaux de ruissellement des bassins versants amont et d'assurer leur circulation en dehors du site. |

|   |
|---|
| <b>Constats :</b> Conforme  |
| <b>Observations :</b> L'IIC a constaté la réalisation d'une aire étanche qui est reliée à un séparateur d'hydrocarbures et d'un bassin de rétention étanche d'une capacité totale d'environ 700m <sup>3</sup> .<br>L'exploitant a réalisé un fossé le long du talus aval de la RD975 qui permet de dévier les eaux de ruissellement des bassins versants amont. Ce dernier passe ensuite sous la plateforme (aire de traitement des matériaux) permettant ainsi de garantir un débit suffisant. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

#### N° 5 : Déchets

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 5.1  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant doit établir un plan de gestion des déchets d'extraction résultant du fonctionnement de la carrière. Ce plan est établi avant le début de l'exploitation  |
| <b>Constats :</b><br>L'exploitant n'est pas en mesure de présenter un plan de gestion des déchets convenablement formalisé (non daté et signé).   |
| <b>Observations :</b> lors de la visite du 4 octobre 2022, l'exploitant a présenté le plan de gestion des déchets non convenablement formalisé. L'inspection a constaté que ce document n'est pas daté ni signé. L'exploitant devra transmettre à l'IIC le document sous la forme identifiée à l'article 16bis de l'arrêté ministériel du 22/09/94 modifié. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Susceptible de suites   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

#### N° 6 : Prévention des pollutions accidentelles

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 7.4.5  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Ravitaillement et entretien   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>le ravitaillement et l'entretien des engins de chantier sont réalisés quotidiennement sur une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un séparateur d'hydrocarbures permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Les engins de chantier disposent d'un système anti-goutte sur les réservoirs de carburant et sont équipés d'un kit anti-pollution et de produit absorbant. En fin de journée les engins de chantier sont stationnés sur l'aire étanche. Il sont équipés d'une sécurité gazoil pour éviter les actes de vandalisme.   |
| <b>Constats :</b> Pas d'écart constaté  |
| <b>Observations :</b> L'exploitation dispose d'une aire étanche entourée par un caniveau et reliée à un séparateur d'hydrocarbures permettant la récupération totale des eaux ou des liquides résiduels. Chaque ravitaillement se fait sur l'aire étanche pour le tombereau et la pelle.<br>Concernant le groupe mobile, concassage c'est une installation de traitement de ravitaillement en bord à bord avec un système anti-goutte.<br>Les engins de chantier disposent d'un système anti-goutte sur les réservoirs de carburant et sont équipés d'un kit anti-pollution et de produit absorbant.<br>En fin de journée le Chargeur est stationné sur l'aire étanche. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

**N° 7 : Prévention des pollutions accidentelles**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 7.5.3   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, ressources en eau et mousse  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant doit disposer de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après : - des extincteurs en nombre et en qualité adaptés aux risques, doivent être judicieusement répartis dans l'établissement et notamment à proximité des dépôts de matières combustibles et des installations de broyage, concassage et criblage, Aucune réserve d'eau n'est en place sur le site. Cependant, au cas où une réserve serait créée sur le site, son accessibilité devra être maintenue pour l'alimentation des engins d'incendie en veillant plus particulièrement à : [...] |
| <b>Constats :</b> Conforme   |
| <b>Observations :</b> L'exploitant dispose de ses propres moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre.<br>Les engins ont leur extincteur, seul le cribleur concasseur n'en dispose pas.<br>L'inspection des installations classées a pu constaté la présence d'extincteurs. Elle a vérifié de manière aléatoire ceux des bureaux (2 extincteurs) et celui du local de stockage/atelier (1 extincteur).<br>Les extincteurs ont été vérifiés par la société ISOGARDE en mai 2022.   |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**N° 8 : Poussières**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 8.1.3  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Poussières  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Les cribles et les tapis de transport sont bâchés et capotés. L'installation est équipée d'un système d'abattage des poussières, notamment à la jetée des matériaux et aux sorties des concasseurs et des cribles.                 |
| <b>Constats :</b> Pas d'écart constaté  |
| <b>Observations :</b> L'installation de traitement, concasseur, était en fonctionnement le jour de la visite et capotée (outil neuf).<br>Un système d'aspersion par eau est en place de la bascule jusqu'à la sortie de l'exploitation afin d'abattre les poussières. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |

## N° 9 : Modalités d'exercice et contenu de l'auto surveillance

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 9.2.3.1   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Auto surveillance des eaux souterraines / Réseau de surveillance   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>L'exploitant met en place, avant le début de l'exploitation de la carrière, un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines (nappe du jurassique supérieur) constitué d'au minimum trois piézomètres, un en amont et deux en aval hydraulique du site (cf localisation des ouvrages en annexe 5). [...] |
| <b>Constats :</b> Pas d'écart constaté   |
| <b>Observations :</b> L'exploitant a mis en place un réseau de surveillance de la qualité des eaux souterraines à savoir 3 piézomètres en amont et aval du site conformément à l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23/07/2019.<br>la première analyse a été faite le 29/06/22 par la société INOVALYS sans écart constaté.                            |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

## N° 10 : Modalités d'exercice et contenu de l'auto surveillance

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 9.2.3.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Auto surveillance des eaux souterraines / Réalisation des piézomètres  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Dans un délai de deux mois maximum suivant la réalisation de l'ouvrage, l'exploitant transmet au Préfet et à l'inspection des installations classées, le rapport de fin de travaux tel que prévu à l'article 10 de l'arrêté sus-cité,   |
| <b>Constats :</b> Conforme   |
| <b>Observations :</b> Les travaux des 3 piézomètres ont été réalisés les 5 et 6 avril 2022. L'exploitant a transmis à l'IIC un dossier technique tel que prévu dans l'article 9.2.3.2 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 23 juillet 2019.<br>Les récépissés de déclaration avec les codes BSS ont été transmis par le Le BRGM le 8 juin 2022. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

## N° 11 : Modalités d'exercice et contenu de l'auto surveillance

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 9.2.5.1  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Auto surveillance des niveaux sonores / Mesures périodiques   |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Une mesure de la situation acoustique est effectuée dès l'ouverture de la carrière puis périodiquement, au minimum tous les trois ans.   |
| <b>Constats :</b> Pas d'écart constaté  |
| <b>Observations :</b> une mesure de la situation acoustique a été réalisée dès l'ouverture de la carrière.<br>La société AXYLIS a réalisé cette étude en mai 2022. L'inspection a constaté que les émergences étaient inférieures à 6 dB(A) et la valeur en limite de propriété était inférieure à 70 dB(A), respectant ainsi les exigences réglementaires de référence données par l'arrêté du 23 janvier 1997 et l'arrêté préfectoral applicable à la carrière. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |



**N° 12 : Mesures d'évitement**

|  |
|--|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 10.1  |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Mesures d'évitement  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet  |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Travaux / mesures de lutte contre les espèces protégées / zone délaissée  |
| <b>Constats :</b> Conforme   |
| <b>Observations :</b> Les travaux de décapage ont été réalisé en dehors des périodes des sensibilités, pour rappel ils sont interdits de mars à juillet.<br>L'Inspection a pu constater qu'une surface n'est pas exploitée en lisière du bois à l'ouest du site et est gérée en prairie conformément à l'arrête préfectoral d'autorisation du 23 juillet 2019. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite   |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet  |

**N° 13 : Mesures de compensation**

|   |
|---|
| <b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/07/2019, article 10.2   |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Description des mesures compensatoires  |
| <b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet   |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br>Création d'une mare / création de pierriers  |
| <b>Constats :</b> Conforme  |
| <b>Observations :</b> Lors de la visite, l'inspection des installations classées a constaté la Création d'une mare d'environ 1200m <sup>2</sup> avec des pentes douces et création de pierriers permettant le développement de la vie des reptiles conformément à l'arrêté préfectoral du 23 juillet 2019. Un pierrier est notamment en place à coté du piézomètre n°1. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Sans suite  |
| <b>Proposition de suites :</b> Sans objet   |